

*nationale des combattants (Pupilles de la nation)* [17 mai 1951] (p. 5325); *Utilisation de l'Hôtel des Invalides* (p. 5325); Chap. 5010 : *Subventions aux associations et œuvres diverses* (p. 5326); Chap. 6030 : *Droits pécuniaires des internés et déportés résistants* (p. 5339); Art. 2 : *Pécule des anciens prisonniers de guerre* (p. 5341); *Amendement de M. Draveny tendant à abroger les articles relatifs à la présomption d'origine* (p. 5342); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [22 mai 1951] (p. 5721, 5722); Art. 2 septième : *Remboursement des marks détenus par les anciens prisonniers de guerre* (p. 5723); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5723, 5724); — du projet de résolution relatif au règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique en 1949; en qualité de *Rapporteur* [11 mai 1951] (p. 5024); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 mai 1951] (p. 5111, 5114, 5115); *Passage à la discussion des articles* (p. 5122, 5123). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Vote du budget des Anciens combattants*) [22 mai 1951] (p. 5715). — Prend part à la discussion du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Art. 38 bis : *Son rappel au règlement (Application de l'article 17 de la Constitution)* [22 mai 1951] (p. 5758). = S'excuse de son absence [4 août 1950] (p. 6339). = Obtient un congé [4 août 1950] (p. 6339).

**AUDEGUIL (M. Fernand)**, Député de la Gironde.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des boissons [17 janvier 1950] (p. 299). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (Application de la loi du 27 décembre 1945) [3 décembre 1947] (p. 5152), [26 janvier 1948] (p. 195).

### Dépôts :

Le 21 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de MM. Henri Teitgen et Liquard tendant à inviter le Gouvernement à venir rapidement en aide aux marins pêcheurs ostréiculteurs et artisans des professions annexes, privés de leurs moyens de travail à la suite de la tempête qui a sévi sur le bassin d'Arcachon, n° 690. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les victimes civiles des incendies de forêts des dispositions de la loi du 20 mai 1946 concernant les victimes civiles de la guerre, n° 8348.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*); Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3373, 3374); *Théâtres lyriques subventionnés*, Chap. 546 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour l'activité théâtrale en France* (p. 3438). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947; Article additionnel : *Son amendement autorisant les grandes villes à établir un tarif progressif pour les licences des débits de boisson* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3872). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi créant un conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à contrôler les décrets d'appellation d'origine* [14 mai 1948] (p. 2631); Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier la composition de ce conseil* (p. 2632); Art. 3 : *Son amendement tendant à modifier la composition du bureau du conseil* (p. 2632), le retire (p. 2633); Art. 4 : *Son amendement relatif à la nomination du directeur* (p. 2633); Art. 5 : *Son amendement relatif aux délibérations du conseil* (p. 2633); Art. 7 : *Son amendement relatif à la perception des recettes du conseil* (ibid.); Art. 9 : *Son amendement tendant à ne permettre le retrait des fonds qu'aux membres du bureau* (p. 2635); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2635, 2636, 2638); — du projet de loi portant aménagement du Budget reconduit à l'Exercice 1948; Etat A, EDUCATION NATIONALE; Chap. 545 :

*Activité musicale à Paris et en province* [4 août 1948] (p. 5348, 5349); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'éducation nationale; Chap. 548 : *Amendement de M. Cayol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'activité théâtrale* [5 avril 1949] (p. 2092, 2093, 2094); — des interpellations sur les incendies de forêts des Landes : *Discussion générale* [19 janvier 1950] (p. 350, 351, 352, 353, 354); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur la décentralisation artistique, les subventions aux théâtres parisiens, les compagnies provinciales et les festivals musicaux)* [21 juin 1950] (p. 5114, 5115, 5116); Chap. 5490 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'activité théâtrale (décentralisation)* [19 juillet 1950] (p. 5592, 5593, 5595); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Décentralisation théâtrale* [20 avril 1951] (p. 3630, 3631).

**AUGARDE (M. Jacques).** *Député de Constantine (1<sup>er</sup> collège).*

*Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence, chargé des affaires musulmanes.*

(Cabinet SCHUMAN)

Du 26 novembre 1947 au 26 juillet 1948.

Son élection est validée [30 janvier 1947] (p. 99). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [8 novembre 1949] p. 6002), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (n. 102), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1950] (p. 361). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (Application de la loi du 27 décembre 1945, modifiée) [20 mai 1947] (p. 1678).

### Dépôts :

Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les autochtones des territoires d'outre-mer du régime de la loi du 16 avril 1930, concernant la retraite du combattant, n° 605. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la loi du 31 mars 1919 à tous les militaires autochtones des territoires d'outre-mer et leurs ayants cause, n° 606. — Le 18 février 1947, une proposition de loi tendant à augmenter les retraites des anciens militaires marocains et tunisiens, n° 626. — Le 18 mars 1947, une proposition de loi tendant à l'application de la sécurité sociale en Algérie, n° 957. — Le 27 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à encourager le développement des sports par l'institution, à période fixe, des jeux de l'Union française, n° 1103. — Le 28 mars 1947, une proposition de loi tendant à augmenter les retraites des anciens militaires autochtones des territoires d'outre-mer, n° 1133. — Le 23 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser au Maroc les candidats au baccalauréat à présenter comme langues vivantes, l'arabe classique et l'arabe dialectal, n° 1809. — Le 24 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter les voyages des Algériens, n° 2101. — Le 24 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les établissements agricoles d'Algérie des dispositions de la législation du travail en vigueur en France dans les établissements similaires, n° 2102. — Le 24 juillet 1947, une proposition de loi tendant à étendre le champ d'application de la preuve testimoniale en matière de paiements par l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics et les caisses faisant des versements au titre de la sécurité sociale, n° 2103. — Le 6 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif au reclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Bougie (Algérie), n° 7773. — Le 23 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder au recensement des anciens goumiers et mokhaznis des ex-territoires du sud de l'Al-